

Guide pédagogique

AXE 3 : ANALYSE ÉCONOMIQUE ET MANAGÉRIALE

UE 5 – Économie contemporaine

INTRODUCTION

➤ Finalités du guide pédagogique

Le guide pédagogique vise à expliciter l'esprit de la rénovation du DCG : la contextualisation des enseignements par une mise en situation des étudiants, permet une mise en perspective des notions et mécanismes en les ancrant dans la réalité économique.

Ce guide pédagogique présente pour chaque thématique :

- tout d'abord, le rappel du référentiel, comprenant le sens et la portée de l'étude, les compétences attendues puis les savoirs associés ;
- des attendus et un cadrage des savoirs dans le développement des compétences requises ;
- des propositions de pistes d'exploitation pédagogiques et/ou des références spécifiques exploitables.

Ces dernières sont **indicatives**, c'est-à-dire ni impératives ni exhaustives. Elles ont vocation à **illustrer** une approche du programme centrée sur les compétences que les étudiants devront acquérir et mobiliser en vue de la certification de l'UE. Cette approche incite à privilégier les mécanismes et idées à l'énoncé de théories. Ces dernières visent à donner du sens aux mécanismes observés, aux décisions prises par les acteurs économiques, à l'analyse des débats courants dans la vie économique, mais elles ne constituent pas un objet d'étude.

Toutes les compétences ne seront pas développées avec le même degré de détail dans ce guide, dans la mesure où le programme semble suffisamment explicite. À des fins de lisibilité, les compétences faisant l'objet de commentaires apparaîtront en gras. Par ailleurs, les pistes d'exploitation sont présentées en décalé des attendus et du cadrage des connaissances. Sont ensuite présentées une bibliographie et la définition de l'épreuve.

➤ Finalité de l'enseignement d'économie

L'enseignement de l'économie en DCG s'inscrit dans la formation de futurs professionnels ouverts aux enjeux globaux dans lesquels les acteurs économiques et sociaux s'insèrent. Ils devront être capables de s'intéresser à l'écosystème de leurs clients et d'échanger de manière éclairée et constructive dans un cadre professionnel.

Dans cette optique, la démarche générale du référentiel d'économie s'appuie sur une mise en perspective des grandes problématiques économiques contemporaines à partir d'une présentation rigoureuse de notions et mécanismes économiques, du recours systématique à des illustrations concrètes permettant de cerner la réalité française au regard de celle d'autres pays et de références éventuelles à des faits marquants de l'histoire pour mieux comprendre les enjeux du présent.

On veillera par conséquent à poser les principaux ordres de grandeur macroéconomiques et faire acquérir aux étudiants des réflexes de suivi d'actualité, pour in fine, développer la culture économique requise dans leur milieu professionnel.

C'est dans cet esprit que sont développées les grandes thématiques présentées dans le programme :

- | | |
|---|---|
| 1. Fondements et finalités de l'activité économique | 4. La régulation publique dans une économie de marché |
| 2. Le fonctionnement de l'économie de marché | 5. La croissance : origines et enjeux |
| 3. Les contributions des acteurs financiers à l'activité économique | 6. Les déséquilibres sociaux : explications et enjeux |

Les différentes compétences attendues seront évaluées au travers d'une épreuve écrite portant sur l'analyse d'un dossier documentaire et induisant une question problématisée. Pour s'y préparer, les étudiants, seront progressivement amenés à développer des capacités d'analyse de situations économiques à partir de documents variés. Ils devront également être préparés à construire et exprimer une pensée structurée, argumentée, s'appuyant sur des concepts précis et un vocabulaire rigoureux.

1- FONDEMENTS ET FINALITÉS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (20 heures)

Cette partie a pour objet de poser le cadre général d'analyse de l'activité économique en privilégiant deux axes : présenter d'une part la logique spécifique de l'analyse économique et d'autre part, l'activité économique, ses fondements, ses finalités et la façon d'en rendre compte afin d'en interroger les différentes dimensions économique, sociale et environnementale.

1.1 Quels problèmes l'économie tente-t-elle de résoudre ?

Sens et portée de l'étude :

Face à des problématiques contemporaines, il s'agit de mettre en évidence comment l'économie se situe au cœur de la vie, des décisions des individus et des nouveaux enjeux du développement durable. L'économie peut être appréhendée comme une science des choix dans un contexte de rareté des ressources.

REFORMULATION SOUS FORME DE QUESTIONS PROBLÉMATISÉES :

À quoi la science économique sert-elle ? Comment l'économie analyse-t-elle l'activité humaine ? En quoi son approche est-elle singulière ? Quelles solutions peut-elle apporter aux problèmes humains ?

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en évidence l'omniprésence du problème de la rareté des ressources. - Identifier l'allocation des ressources comme une recherche de l'adéquation entre des ressources rares et des besoins illimités. - Illustrer la logique de choix et d'arbitrage des agents sur l'emploi des ressources. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le concept de science économique. - La variété et la rareté des ressources. - L'allocation des ressources.

ATTENDUS ET CADRAGE DES SAVOIRS, PISTES D'EXPLOITATION PÉDAGOGIQUE.

La mise en évidence de la rareté des ressources face à des besoins illimités est mise en évidence ainsi que la logique d'arbitrage des agents qui en découle.

À titre d'exemple, la question du chômage s'apparente à une problématique d'adéquation entre les besoins des entreprises (effectifs, compétences) et les ressources que représente la main d'œuvre disponible, afin de trouver le meilleur « appariement » possible, d'éviter les situations de gaspillages de ressources (chômage) ou de pénurie, toutes deux donnant lieu à des besoins insatisfaits. Les questions du financement, de l'épuisement des ressources naturelles, de la production de biens et services... peuvent être analysées de la sorte, afin de servir la compréhension du raisonnement économique.

Cette approche permettra de présenter le concept de science économique, tel que défini par exemple par E. Malinvaud (1986) : « L'économie est la science qui étudie comment les ressources rares sont employées pour la satisfaction des besoins des hommes vivant en société ; elle s'intéresse, d'une part aux opérations essentielles que sont la production, la distribution et la consommation des biens, d'autre part, aux institutions et aux activités ayant pour objet de faciliter ces opérations. ». Cette citation permet de faire le lien avec la partie 1.2.

1.2 Qu'est-ce que l'activité économique ?

Sens et portée de l'étude :

Pour satisfaire leurs besoins, les agents effectuent des opérations économiques qui les mettent en interaction dans une logique systémique. Cette interdépendance entre les agents et les opérations qu'ils réalisent est au cœur de l'activité économique : la circulation de flux liés aux opérations de production, de répartition, d'investissement et de consommation en est une illustration.

REFORMULATION SOUS FORME DE QUESTIONS PROBLÉMATISÉES :

En quoi l'activité économique est-elle le résultat des relations entre des agents cherchant à satisfaire leurs besoins ? En quoi leurs opérations contribuent-elles à la dynamique de l'activité économique ?

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier et schématiser les relations entre les différents agents économiques. - Commenter la répartition des dépenses de consommation. - Différencier les formes et les motifs de l'investissement. - Analyser la contribution des grandes variables de l'équilibre ressources-emplois à l'activité économique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les différents agents économiques, leurs rôles. - L'interdépendance entre les opérations économiques et l'équilibre ressources-emplois. - Les contributions à l'activité économique : consommation, investissement, commerce extérieur. - Consommation : définition, typologies, mesure et structure de la consommation des ménages. - Investissement : définition, mesure et typologies.

ATTENDUS ET CADRAGE DES SAVOIRS, PISTES D'EXPLOITATION PÉDAGOGIQUE.

Identifier et schématiser les relations entre les différents agents économiques suppose de mettre en perspective la présentation des acteurs (ménages, administrations publiques, institutions sans but lucratif au service des ménages, sociétés financières et non financières) et celle des opérations économiques (opérations sur biens et services, opérations de répartition, opérations financières).

Les relations entre agents économiques peuvent être schématisées, d'une part, sur un circuit économique par grandes fonctions macroéconomiques (production, revenu, dépense) et d'autre part, par secteur institutionnel.

L'analyse de la contribution des grandes variables de l'équilibre ressources-emplois à l'activité économique sera faite en soulignant les interactions entre consommation, investissement et commerce extérieur, et en analysant leurs contributions respectives à l'activité économique mesurée par la production.

Il s'agira de s'appuyer sur le cas français tout en proposant des éléments de comparaison dans une perspective internationale. L'interdépendance entre les variables pourra être schématisée à partir des conséquences, par exemple, d'un ralentissement de la consommation des ménages ou de l'investissement des entreprises.

Commenter la répartition des dépenses de consommation suppose dans un premier temps de définir la consommation et d'en proposer différentes typologies (consommation intermédiaire/consommation finale; dépenses de consommation individuelles (ou finale) des ménages/consommation effective des ménages).

L'analyse de la structure de la consommation amènera à l'étude des coefficients budgétaires (voire les taux d'équipement des ménages en biens durables), à préciser les notions de dépenses pré-engagées et de revenu arbitral, d'élasticités prix et revenu afin de mener une analyse dynamique de l'évolution des dépenses de consommation. Cette analyse se prête à une exploitation de données statistiques, voire à des calculs.

Différencier les formes et les motifs de l'investissement suppose dans un premier temps de définir l'investissement. La définition retenue par l'INSEE souvent jugée limitative pourra être étendue (par exemple à l'ensemble des investissements immatériels). Différentes typologies de l'investissement seront présentées (investissement matériel/immatériel, investissement de renouvellement/de capacité/de productivité, investissement privé/public).

Dans ce point comme dans les suivants, les données de l'INSEE (« contributions à la croissance du PIB », « comptes de la Nation », « notes de conjoncture », « enquêtes sur les investissements dans l'industrie » et « tableaux de l'économie française ») constituent une source privilégiée d'informations statistiques à l'échelle nationale à exploiter par les étudiants.

1.3 Comment l'activité économique crée-t-elle de la richesse ?

Sens et portée de l'étude :

L'ensemble des interactions entre les agents économiques contribue à la richesse créée au sein d'une économie. La richesse, envisagée sous un angle quantitatif, est créée au cours de l'activité productive. Elle est le résultat de l'activité d'une pluralité d'acteurs, dépassant le strict cadre marchand et lucratif, notamment en incluant l'économie sociale et solidaire. Les spécificités du tissu productif conditionnent la capacité du pays à créer de la richesse. Cette dernière est répartie entre les différents agents qui y contribuent lors de la répartition primaire.

REFORMULATION SOUS FORME DE QUESTIONS PROBLÉMATISÉES :

Quels sont les agents à l'origine de la création de richesse ? Comment évalue-t-on la richesse ?

Comment sont répartis les revenus découlant de la richesse créée ?

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier la contribution des différents acteurs à la création de richesse. - Caractériser un tissu productif à l'aide de données statistiques. - Analyser les enjeux de la répartition de la valeur ajoutée entre les différents bénéficiaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Valeur ajoutée. - Production marchande, non-marchande. - Critères de classification des entreprises : taille, branches, filières, secteurs. - Les secteurs économiques : définition et poids relatif. - Économie sociale et solidaire : définition et poids relatif. - Répartition primaire de la richesse.

ATTENDUS ET CADRAGE DES SAVOIRS, PISTES D'EXPLOITATION PÉDAGOGIQUE.

Identifier la contribution des différents acteurs à la création de richesse repose le concept de valeur ajoutée, qu'il conviendra d'explicitier. Il s'agira de repérer les parts respectives dans la création de richesses de la production marchande (entreprises) et non marchande (administrations publiques, institutions sans but lucratif au service des ménages).

Caractériser un tissu productif à l'aide de données statistiques suppose d'être capable d'utiliser certains critères de classification des entreprises, permettant notamment de repérer le poids relatifs des divers secteurs économiques dans une économie donnée. Au-delà de la distinction production marchande/non marchande, l'économie sociale et solidaire (ESS) introduit une autre approche en regroupant des acteurs marchands (mutuelles, coopératives, entreprises de l'ESS) et non marchands (institutions sans but lucratif au service des ménages) dont les actions ne peuvent s'expliquer par leur seul intérêt matériel. Il s'agira de repérer la contribution de l'économie sociale et solidaire à l'activité économique en matière de création de richesse et d'emplois.

Il peut être intéressant de demander aux étudiants de faire des recherches sur le mode de fonctionnement d'une entreprise de l'ESS - par exemple en s'appuyant sur son site internet entre autre - ou sur l'intervention d'un acteur de l'ESS.

Parmi les nombreuses ressources (données, vidéos, études...) à disposition sur l'ESS, il est possible, notamment, de s'appuyer sur celles fournies par le ministère de l'Économie et des Finances ainsi que par le Ministère de la transition écologique et solidaire et plus spécifiquement sur le portail ESSpace.fr initié par le Haut Commissaire à l'ESS.

L'analyse des enjeux de la répartition de la valeur ajoutée entre les différents bénéficiaires s'appuie sur le concept de répartition primaire des revenus en distinguant les différents bénéficiaires (salariés, État, entreprise...) et leurs parts relatives. Cette analyse peut par exemple se baser sur l'évolution des "Principaux ratios des sociétés non financières" en montrant les enjeux qui découlent de cette répartition en matière notamment de consommation, de politiques publiques et d'investissement.

1.4 Comment rend-on compte de la situation économique d'un pays ?

Sens et portée de l'étude :

Le PIB demeure l'indicateur le plus utilisé pour mesurer la richesse créée et réaliser des comparaisons spatio-temporelles. Les limites qu'il présente ont depuis longtemps conduit à la conception d'indicateurs alternatifs afin de dépasser une vision matérielle de la richesse, intégrant les problématiques du bien-être et de l'environnement. Il s'agit de montrer l'enjeu des conventions de mesure et le rôle des indicateurs dans la représentation de la réalité économique, ainsi que dans les décisions prises par les acteurs (privés et publics).

REFORMULATION SOUS FORME DE QUESTIONS PROBLÉMATISÉES :

Quel est l'intérêt et quelles sont les limites du PIB ? Le PIB permet-il de mesurer correctement le bien-être/ la qualité de vie de la population d'un pays ? Quels sont les indicateurs alternatifs et que peuvent-ils apporter ?

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Repérer la façon dont le PIB rend compte de la richesse créée. - Comparer la situation de pays dans le temps et l'espace à partir de différents indicateurs. - Justifier l'usage d'indicateurs alternatifs au regard des limites du PIB. 	<ul style="list-style-type: none"> - PIB : définition, modes de calcul. - Rôle et limites du PIB. - Externalités positives et négatives. - Indicateurs alternatifs : IDH et autres indicateurs de développement, intérêts et limites.

ATTENDUS ET CADRAGE DES SAVOIRS, PISTES D'EXPLOITATION PÉDAGOGIQUE.

Repérer la façon dont le PIB rend compte de la richesse créée. Cette compétence repose sur le concept du PIB (estimations, modes de calcul) pour le mettre en lien avec le circuit économique étudié dans le point 1.2. Ainsi cela permet d'exposer son rôle et ses limites. En particulier le PIB ne permet pas de prendre en compte l'épuisement des ressources liées à des activités à externalités négatives et il sous-estime les activités non marchandes à l'origine d'externalités positives.

Ce constat permet de **justifier l'usage d'indicateurs alternatifs au regard des limites du PIB**, tout en montrant que tout indicateur connaît ses propres limites.

À titre d'exemple, l'IDH a ainsi été progressivement complété par l'IDH ajusté aux inégalités, par l'indice de développement de genre, l'indice d'inégalité de genre et l'indice de pauvreté multidimensionnelle.

L'INSEE présente « les nouveaux indicateurs du développement durable » permettant de réaliser des comparaisons au sein de l'Union européenne.

Le site de l'OCDE relatif à l'indicateur du vivre-mieux présente une version interactive offrant de nombreuses exploitations par les étudiants : construction de son propre indicateur, carte interactive de l'indicateur au niveau régional, comparaisons internationales...

On trouvera dans le foisonnement d'initiatives (Banque mondiale, OCDE, France-Stratégie/CESE,...), des exemples illustrant les enjeux liés à la construction et à la communication d'un indicateur :

- il est plus aisé d'utiliser un seul indicateur mais celui-ci ne sera pas aussi complet qu'un tableau de bord,
- un indicateur peut synthétiser plusieurs sous-indicateurs (ex : IDH) mais se pose le problème de la pondération (qui détermine l'importance relative donnée aux différentes variables ?),
- exprimer un indicateur sous forme monétaire suppose qu'on puisse tout évaluer monétairement (externalités, services rendus par la nature, pertes irréversibles de biodiversité...).

Comparer la situation de pays dans le temps et dans l'espace à partir de différents indicateurs suivis par la Banque mondiale notamment (croissance du PIB, PIB, PIB en PPA, RNB/habitant, IDH...) permet de montrer que puissance économique et niveau de développement ne vont pas forcément de pair.

Cela peut donner lieu à des travaux individuels ou par groupe : collecte d'indicateurs sur quelques pays, présentation des résultats à l'oral ou à l'écrit...

2- LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ (30 heures)

PROBLÉMATISATION

Cette partie appréhende les caractéristiques des économies de marché aujourd'hui, en insistant sur le caractère contingent de cette notion et en montrant l'étendue plus ou moins grande du rôle de l'État selon l'économie de marché étudiée. Cette approche comparative pourra s'appuyer sur diverses illustrations (par exemple, le capitalisme financier anglo-saxon ou l'économie socialiste de marché chinoise).

2.1 Pourquoi l'économie de marché s'est-elle imposée en tant que principal régime d'organisation économique et sociale ?

Sens et portée de l'étude :

L'économie de marché est progressivement devenue le principal modèle d'organisation économique et sociale, même si sa mise en place s'est faite selon des modalités diverses, notamment en raison du rôle conféré à l'État selon les pays. L'État initie et accompagne le développement de l'économie de marché en garantissant l'exercice de libertés économiques et en favorisant la dynamique concurrentielle censée contribuer à l'efficacité économique.

Si la concurrence est une incitation à baisser les prix, à augmenter les quantités produites et à innover, la réalité des marchés amène à affiner ce que l'on entend par concurrence.

REFORMULATION SOUS FORME DE QUESTIONS PROBLÉMATISÉES :

En quoi l'économie de marché recouvre-t-elle des réalités différentes ? Comment un marché concurrentiel fonctionne-t-il ? Pour quelles raisons faut-il relativiser le modèle de la concurrence pure et parfaite ? Quels sont les bienfaits mais aussi les limites de la concurrence ?

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les caractéristiques des économies de marché. - Caractériser les différentes formes de concurrence. - Mettre en évidence les mécanismes de formation des prix. - Identifier le rôle des prix dans le comportement des agents et l'allocation des ressources. - Étudier les bienfaits attendus et les limites de la concurrence sur un marché. 	<ul style="list-style-type: none"> - Économie de marché, libéralisme économique, économie mixte. - Marché : rôle et fonctionnement. - La notion de concurrence : du cadre normatif de la concurrence pure et parfaite à la réalité de la compétition entre entreprises (Walras, Pareto, Baumol). - Les caractéristiques de l'équilibre de marché dans un cadre concurrentiel. - Analyse dynamique de la concurrence (Schumpeter, Hayek).

ATTENDUS ET CADRAGE DES SAVOIRS, PISTES D'EXPLOITATION PÉDAGOGIQUE.

Identifier les caractéristiques des économies de marché met en évidence que l'économie de marché telle que nous la connaissons aujourd'hui est plurielle, oscillant entre libéralisme économique et économie mixte dans le temps et dans l'espace.

L'acquisition des autres compétences (**caractériser les différentes formes de concurrence, mettre en évidence les mécanismes de formation des prix, identifier le rôle des prix dans le comportement des agents et l'allocation des ressources, étudier les bienfaits attendus et les limites de la concurrence sur un marché**) prend appui sur des situations concrètes pour aboutir à une présentation rapide du cadre normatif de la concurrence pure et parfaite et de l'équilibre concurrentiel. Cette approche doit permettre de comprendre les fonctions du marché au regard de sa capacité à satisfaire les besoins des agents et de percevoir les bienfaits théoriques de la concurrence.

Partir d'exemples peut être réalisé à partir d'un dossier documentaire fourni aux étudiants et à partir duquel ils pourront être amenés à schématiser les relations entre les acteurs sur un marché concret (carte mentale, heuristique...). Une autre possibilité consiste à demander aux étudiants de procéder à une recherche documentaire en lien avec le CDI et pouvant aboutir à une revue de presse.

L'importance du modèle de la concurrence pure et parfaite est relativisée en précisant que la réalité de la concurrence et du comportement des entreprises sur les marchés est plus complexe et nuancée :

- l'existence de la concurrence n'est pas conditionnée au respect de l'ensemble des conditions de concurrence pure et parfaite ; comme le montre la théorie des marchés contestables, la libre-entrée permet l'existence d'une concurrence potentielle (même sans atomisticité) ;

- la compétition entre entreprises est vouée à réduire la concurrence, mais celle-ci n'est pas forcément signe de dysfonctionnements dans une perspective dynamique ;
- la compétition entre entreprises n'exclut pas des formes de coopération (alliances, coopération).

L'étude des limites de la concurrence permet notamment d'introduire les risques d'évolution des marchés vers des structures oligopolistiques et la mise en place de barrières à l'entrée.

2.2 Pourquoi encadrer le fonctionnement du marché ?

Sens et portée de l'étude :

L'État, dans une économie de marché, assure, à différents échelons institutionnels, une régulation du fonctionnement des marchés pour limiter les inconvénients des situations de concurrence imparfaite et des défaillances de marché en matière d'allocation des ressources.

REFORMULATION SOUS FORME DE QUESTIONS PROBLÉMATISÉES :

Quelles difficultés des marchés imparfaitement concurrentiels posent-ils ? Comment les organes chargés de la régulation de la concurrence améliorent-ils le fonctionnement de ces marchés ? Quels sont les principaux dispositifs mis en place pour faire face aux conséquences des défaillances du marché ?

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Repérer les différentes structures de marché de concurrence imparfaite. - Analyser les comportements des acteurs et leurs répercussions sur l'équilibre d'un marché déterminé en concurrence imparfaite. - Identifier les organes chargés de la régulation de la concurrence et les mesures contribuant au maintien de la concurrence. - Repérer des cas d'externalités et de biens collectifs, en appréhender les conséquences. - Identifier des dispositifs permettant de répondre aux défaillances du marché. 	<ul style="list-style-type: none"> - Fonctionnement des marchés et comportement des acteurs en concurrence imparfaite. - Régulation de la concurrence dans le cadre national et européen. - Biens collectifs et externalités : caractéristiques et conséquences (Marshall, Pigou, Coase).

ATTENDUS ET CADRAGE DES SAVOIRS, PISTES D'EXPLOITATION PÉDAGOGIQUE.

L'acquisition des deux premières compétences (**repérer les différentes structures de marché de concurrence imparfaite et analyser les comportements des acteurs et leurs répercussions sur l'équilibre d'un marché déterminé en concurrence imparfaite**) peuvent s'opérer à partir de nombreuses situations tirées du comportement des entreprises. Cette partie s'appuie nécessairement sur des illustrations tirées de l'actualité récente (exemples d'abus de position dominante et de décisions des autorités de régulation de la concurrence).

À partir de ces contextes, il sera possible de comprendre les effets de cas de concurrence imparfaite (monopole, oligopole, concurrence monopolistique, asymétries d'information) sur les marchés : ainsi, l'impact des NTIC sur la concurrence peut illustrer notamment l'ambivalence de la dynamique concurrentielle (plus de concurrence et moins de barrières à l'entrée dans certaines activités - industries de réseau - pour en construire de nouvelles et limiter la concurrence sur d'autres marchés - GAFA, plates-formes).

Il peut être proposé aux étudiants de suivre tout au long de l'année l'actualité d'une ou deux entreprises en situation de monopole naturel dans ces branches.

À partir de la réalité des comportements des entreprises, il s'agit également d'**identifier les organes chargés de la régulation de la concurrence et les mesures contribuant au maintien de la concurrence**. Le rôle de l'État en la matière est présenté et justifié à travers les autorités de régulation de la concurrence dans un cadre national (rôle de l'Autorité de la concurrence) et européen (politique européenne de la concurrence).

Les sites des autorités de la concurrence, voire ceux des AII (CRE, ARCEP, CNIL, AMF...) peuvent être consultés pour découvrir leur action au travers de l'analyse d'une décision rendue dans un cadre précis.

Enfin **repérer des cas d'externalités et de biens collectifs et en appréhender les conséquences** s'appuie sur des mesures récentes mises en place en matière de défaillances du marché. Cela amène à **identifier les dispositifs**

permettant d'y répondre, pour les externalités (réglementation étatique - taxes/subventions, interdictions et contraintes diverses -, principe pollueur/payeur et marché des permis de polluer) comme pour les biens collectifs (financement en général des biens publics par l'État).

La mise en œuvre de cette compétence peut s'appuyer sur les dispositifs mis en œuvre en France, dans l'UE et dans le monde pour pallier les défaillances de marché, ainsi que sur une réflexion sur leur efficacité et limite(s).

3. LES CONTRIBUTIONS DES ACTEURS FINANCIERS À L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (20 heures)

PROBLÉMATISATION

En lien avec la problématique de l'allocation des ressources (point 1), cette partie a pour objet d'analyser les contributions des acteurs financiers à l'activité économique selon deux axes : analyser d'abord les opérations des agents à besoin et à capacité de financement puis mettre en évidence les principaux mécanismes de financement d'une économie. La distinction finance directe/finance indirecte permet d'analyser les rôles des banques et des marchés de capitaux dans la mise en relation des agents à besoin et à capacité de financement.

3.1- Au niveau macroéconomique, quels sont les agents à besoin ou à capacité de financement ?

Sens et portée de l'étude :

Les opérations économiques menées par les agents économiques débouchent sur des situations financières. On distingue alors au niveau macroéconomique, les agents à besoin et à capacité de financement, dont les besoins respectifs devront être satisfaits pour assurer le bon fonctionnement de l'économie.

REFORMULATION SOUS FORME DE QUESTIONS PROBLÉMATISÉES :

Comment se forme et à quoi sert l'épargne des ménages ? D'où proviennent les besoins de financement des entreprises et de l'État ? Comment sont-ils comblés ?

Compétences attendues	Savoirs associés
- Identifier les agents à besoin et à capacité de financement.	- Agents à capacité de financement : déterminants, motifs et formes de l'épargne des ménages.
- Analyser le comportement d'épargne des ménages.	- Agents à besoin de financement (entreprises et État) : déterminants et modalités de financement.
- Identifier les modalités de financement des entreprises et de l'État.	
- Analyser les conséquences du choix d'une modalité de financement pour un agent économique donné.	

ATTENDUS ET CADRAGE DES SAVOIRS, PISTES D'EXPLOITATION PÉDAGOGIQUE.

À partir des questions liées au financement de l'activité économique, il est possible d'**identifier les agents à besoin de financement** (sociétés non financières, entrepreneurs individuels et administrations publiques) **et les agents à capacité de financement** (ménages au sens strict, sociétés financières).

Analyser le comportement d'épargne des ménages suppose d'en repérer les formes (épargne financière/non financière) et les principaux déterminants (revenu, taux d'intérêt, âge, anticipation des ménages) en lien avec les motifs de l'épargne.

Une comparaison internationale des taux d'épargne peut utilement éclairer cette partie.

Il s'agit ensuite d'**identifier les modalités de financement des entreprises et de l'État** : cela suppose de repérer d'abord les principaux déterminants de l'investissement (demande anticipée, taux d'intérêt, rentabilité attendue, situation financière des agents à besoin de financement) puis les différents circuits de financement (financement interne/externe, financement direct/indirect), avant d'**analyser les conséquences du choix d'une modalité de financement pour un agent économique donné**.

Comparer pour une organisation les avantages et limites de différentes modalités de financement (émission d'actions, emprunt obligataire, emprunt bancaire, appel au crowdfunding...) peut constituer un contexte pour développer les compétences.

Positionner les étudiants en situation d'appréhender les différences fondamentales entre financement par émission d'actions ou d'obligations (emprunt obligataire) à travers des situations d'entreprise où ils peuvent être positionné comme détenteur d'actions ou d'obligations.

3.2- Quels sont les rôles respectifs des banques et des marchés financiers dans le financement de l'activité économique ?

Sens et portée de l'étude :

Les banques et les marchés financiers jouent un rôle complémentaire dans le financement de l'économie selon des modalités spécifiques.

Nécessaires au développement de l'activité économique, ils permettent de financer la diversité des besoins de financement des agents et de les accompagner dans la prise de risque inhérente à leurs projets.

La recherche de sources de financement plus abondantes, d'un financement moins coûteux ou de modalités de financement adaptées à de nouveaux besoins (start-up...) a entraîné de nombreuses évolutions conduisant à la financiarisation de l'économie et parallèlement au développement de formes alternatives de financement. Bien que nécessaire au développement de l'activité économique, cette financiarisation s'accompagne de crises récurrentes pouvant déstabiliser l'économie réelle.

REFORMULATION SOUS FORME DE QUESTIONS PROBLÉMATISÉES :

Comment l'activité économique est-elle financée ? Comment ont évolué respectivement le rôle des banques et celui des marchés de capitaux ? En quoi la diversité des marchés de capitaux permet-elle de répondre à différents besoins et de proposer régulièrement de nouvelles sources de financement ? Quelles sont les conséquences d'une crise financière sur l'économie réelle ?

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les fonctions des banques. - Appréhender la diversité des marchés de capitaux. - Analyser la contribution des banques et des marchés de capitaux à l'activité économique. - Repérer les nouvelles sources de financement. - Analyser les mécanismes financiers d'une crise réelle (passée ou actuelle) et ses conséquences sur l'activité économique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Finance directe/finance indirecte. - Rôles des banques : <ul style="list-style-type: none"> -gestion des moyens de paiement ; -création monétaire ; -transformation des échéances ; - Evolution des rôles et place des banques. - Rôles des marchés de capitaux : financement à différents horizons temporels, valorisation boursière, liquidité des titres, spéculation, couverture des risques, apports de devises. - Les différents types de marchés : <ul style="list-style-type: none"> -marché monétaire ; -marché financier ; -marché des produits dérivés ; -marché des changes. - Autres formes de financement (capital-risque, financement participatif) - Les autorités monétaires.

ATTENDUS ET CADRAGE DES SAVOIRS, PISTES D'EXPLOITATION PÉDAGOGIQUE.

Identifier les fonctions des banques (gestion des moyens de paiement, création monétaire, transformation des échéances) permet d'appréhender les avantages du financement indirect sur un marché de capitaux marqué par l'existence d'asymétries d'information, mais aussi les limites pouvant expliquer la financiarisation de l'économie depuis les années 1980.

Recourir à une schématisation peut permettre de présenter rapidement la spécificité de ces deux circuits (sources de financement plus limitées et caractère inflationniste d'une économie d'endettement, sources de financement plus vastes et caractère non-inflationniste mais aussi instable d'une économie de marchés financiers).

Analyser la contribution des banques et des marchés de capitaux à l'activité économique peut s'opérer par l'analyse de l'évolution du taux d'intermédiation qui permet de repérer la contribution croissante des marchés de capitaux à

l'activité économique, mais aussi la manière dont les banques font évoluer leur activité pour s'y adapter (intermédiation financière).

Appréhender la diversité des marchés de capitaux (marché monétaire, marché financier, marché des produits dérivés, marché des changes) permet de préciser la nature des actifs échangés à court (liquidités interbancaires, devises, titres de créances négociables) et long termes (actions et obligations), en relation avec leurs différentes fonctions : financement, couverture des risques, spéculation, apports de devises.

Ce point se prête particulièrement à une représentation schématique par les étudiants, de manière à faire apparaître les spécificités des différents segments de marché (travail pouvant être réalisé progressivement et en guise de synthèse).

La notion d'approvisionnement des banques en monnaie centrale (reprise dans l'étude de la politique monétaire – points 4.2 et 4.3) peut être introduite lors de l'analyse du marché monétaire, dont les deux compartiments (interbancaire et titres de créances négociables) sont présentés. Les concepts de taux de change fixes et de taux de change flottants sont abordés dans le contexte du marché des changes. Seule une sensibilisation aux marchés des produits dérivés est proposée.

Repérer les nouvelles sources de financement (capital-risque, financement participatif, etc...) permet de souligner le caractère dynamique et innovant du secteur financier, sur lequel de nouveaux produits et techniques apparaissent régulièrement pour répondre aux besoins des acteurs.

Ce point peut être illustré en montrant l'apparition de nouveaux segments des marchés financiers (Nasdaq) ou acteurs (capital-risque) pour financer l'essor des nouvelles technologies ou répondre à des besoins singuliers (financement participatif...).

Un projet financé par crowdfunding, peut constituer un contexte permettant de mettre en évidence les avantages et inconvénients de ce type de financement.

Analyser les mécanismes financiers d'une crise réelle (passée ou actuelle) et ses conséquences sur l'activité économique vise à mettre en évidence l'influence croissante des marchés des capitaux (globalisation financière) et ses répercussions sur l'économie réelle, notamment par l'étude des mécanismes de transmission d'une crise financière à la sphère réelle.

L'analyse de crises passées (crise de 1929, crise asiatique, crise des subprimes...) permet d'induire une réflexion autour des conséquences d'un effondrement des cours boursiers sur les principaux acteurs économiques (entreprises, ménages et banques) et leurs répercussions en termes de croissance, d'emploi et de stabilité des prix

Une présentation orale des mécanismes sous-jacents de ces crises peut être proposée - voire les comparer.

4. LA RÉGULATION PUBLIQUE DANS UNE ÉCONOMIE DE MARCHÉ (40 heures)

PROBLÉMATISATION

Cette partie a pour objet d'explicitier l'évolution de la place et du rôle de l'État dans une logique comparative en insistant sur les enjeux de l'évolution des finances publiques. L'analyse des politiques économiques vise ensuite à en identifier les caractéristiques et à en discuter l'efficacité dans le cadre d'une approche contextualisée. Enfin cette réflexion sera finalisée au niveau de l'Union Européenne dans le but de comprendre comment s'y organise la conduite des politiques économiques.

4.1 Quels sont la place et le rôle de l'État ?

Sens et portée de l'étude :

La place et le rôle de l'État ont évolué au cours du temps dans les économies de marché. Le tournant libéral de la fin des années 1980 s'est accompagné d'un certain désengagement de l'État dans les économies à hauts revenus. Pour autant, l'État reste un acteur majeur au travers des différentes fonctions qu'il assume.

REFORMULATION SOUS FORME DE QUESTIONS PROBLÉMATISÉES

Quels sont les différents rôles assurés par l'État aujourd'hui ? Comment son intervention a-t-elle évolué en termes quantitatifs et qualitatifs ? Quels sont les moyens de l'action publique (organes, ressources) ? Quels sont les enjeux des choix publics en termes de dépenses et de prélèvements obligatoires ? Comment évaluer le degré d'intervention publique : au travers de quelles sources, de quels indicateurs ?

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les fonctions de l'État. - Repérer les différents organes de l'action publique au niveau national ou local. - Comparer les choix budgétaires de plusieurs États (niveau et structure des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires). - Analyser l'évolution des finances publiques d'un pays et ses enjeux. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les fonctions de l'État (Musgrave). - Organes de l'action publique : administrations (centrale, sécurité sociale), autorités administratives indépendantes, collectivités locales. - Budget de l'État : niveau et structure des dépenses publiques, niveau et structure des prélèvements obligatoires. - Déficit et dette publics. - Soutenabilité de la dette publique.

ATTENDUS ET CADRAGE DES SAVOIRS, PISTES D'EXPLOITATION PÉDAGOGIQUE.

Identifier les fonctions de l'État s'appuie sur la typologie de R. Musgrave et peut être rapidement illustré par des exemples de mesures par la suite développées dans le point 4.2.

Repérer les différents organes de l'action publique au niveau national vise à préciser que ces fonctions sont assurées par un ensemble d'administrations publiques (en France, centrales, locales et de sécurité sociale), mais aussi par des autorités administratives indépendantes (AAI). Le processus de décentralisation peut être évoqué rapidement pour mettre en perspective ce travail de repérage.

À cet égard et entre autres exemples, un lien peut être établi avec le point 2 en se référant aux autorités de régulation spécifiques à certains marchés présentant des enjeux particuliers comme l'ARCEP ou la CRE et qui auront déjà pu illustrer le point 2.2, notamment la CNIL étant donnée l'acuité des problèmes relatifs à l'usage et la protection des données face au déploiement des activités numériques.

Il est possible de partir de contextes locaux pour préciser les fonctions assurées les collectivités locales du territoire où se situe la section et par des AAI.

Comparer les choix budgétaires de plusieurs États (niveau et structure des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires) suppose d'avoir identifié les dépenses publiques selon leur mission (destination) ou nature, les prélèvements obligatoires en fonction de leur assiette, leur nature (progressive, proportionnelle...), de leur mode de recouvrement. Cette étape permet de donner du sens à la structure du budget de l'État, préalable à la mise en perspective que peut faire ressortir une comparaison entre différents pays. Cette comparaison est l'occasion de faire émerger la diversité des modèles en lien avec des choix de société, ancrés dans une histoire et une culture.

Entre autres sources, on trouvera dans les travaux de T. Piketty des données précises pouvant asseoir l'analyse de la structure socio-fiscale française. La révolution fiscale, C. Landais, T. Piketty, E. Saez, coll. La République des Idées, éd. du Seuil, 2011.

Les publications du ministère de l'économie – à titre d'exemple les données de la performance, missions du budget général de l'État- constituent des outils pertinents.

Analyser l'évolution des finances publiques d'un pays et ses enjeux est l'occasion de mettre en lumière les grandes tendances telles que la montée en puissance du rôle de l'État au fil du développement économique, la trajectoire de relatif désengagement de la puissance publique dans certains pays, mais aussi l'impact sur les finances publiques d'évènements marquants tels que les guerres, les crises économiques majeures (crise de 1929 et Dépression des années 1930, crise des subprimes et la récession qui s'ensuivit)...

Si le pays étudié est membre de l'UEM, on se référera aux ratios de discipline budgétaire du PSC pour poursuivre la mise en perspective des données étudiées. L'analyse dynamique de la répartition des dépenses publiques entre administrations publiques et collectivités locales amène à introduire le processus de la décentralisation comme tendance structurelle.

Ce point 4. se prête à un projet global à partir d'une approche transversale et dynamique de la construction du budget de l'État dans le cadre européen. À partir d'une recherche autour du calendrier budgétaire français encadré dans le Semestre européen, il s'agit de construire un schéma représentant les étapes du processus d'élaboration du budget, d'en analyser la composition, et de mettre en évidence l'évolution des finances publiques, ainsi que l'incidence sur les déficits et dette publics.

L'analyse d'un budget communal/départemental/régional constitue un contexte intéressant pour aborder cette thématique soit autour de travaux de groupe ou individuel.

Les deux dernières compétences s'appuient explicitement sur la maîtrise de ratios élémentaires relatifs aux finances publiques : dépenses publiques par rapport au PIB, taux de prélèvements obligatoires, déficit et dette publics rapportés au PIB.

Ces derniers ratios peuvent être mis en regard des critères de discipline budgétaire au sein de l'UEM.

La question de la soutenabilité de la dette publique peut être contextualisée en se référant à la crise des dettes souveraines de la zone-euro, et amorcer le point 4.3.

4.2 Quelles politiques économiques l'État peut-il mener ?

Sens et portée de l'étude :

L'État met notamment en œuvre un ensemble de politiques économiques visant à atteindre un certain nombre d'objectifs grâce à différents instruments. Toutefois, le degré et les formes de cette intervention font débat.

REFORMULATION SOUS FORME DE QUESTIONS PROBLÉMATISÉES :

Dans quels domaines les pouvoirs publics interviennent-ils ? Quels instruments emploient-ils pour influencer sur l'activité et orienter le comportement des agents, à plus ou moins long terme ? Quels résultats visent-ils ? Quelles difficultés l'intervention publique peut-elle poser ?

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Distinguer les différents types de politiques économiques. - Identifier les caractéristiques des politiques d'offre et de demande. - Apprécier les enjeux d'une politique économique donnée. - Analyser une décision de politique économique dans un contexte précis. 	<ul style="list-style-type: none"> - Objectifs de la politique économique : croissance, plein-emploi, stabilité des prix, équilibre extérieur. - Typologies des politiques économiques : politiques conjoncturelles/structurelles, politiques d'offre/de demande. - Politique de demande : instruments de relance budgétaire, effets et limites (Keynes, Friedman, Laffer). - Politique d'offre : instruments, effets et limites (Théories de la croissance endogène). - Justifications et limites de l'intervention de l'État (Wagner, Keynes, approches libérales).

ATTENDUS ET CADRAGE DES SAVOIRS ET PISTES D'EXPLOITATION PÉDAGOGIQUE.

Distinguer les différents types de politiques économiques suppose d'en repérer les objectifs (croissance, plein-emploi, stabilité des prix, équilibre extérieur), en montrant que ceux-ci étant difficilement conciliables (dilemmes inflation/chômage, croissance économique/équilibre extérieur, incompatibilité fréquente entre objectifs économiques et sociaux par exemple), il est nécessaire pour l'État de les hiérarchiser. Il conviendra ensuite de s'appuyer sur les typologies proposées pour distinguer plus finement ces politiques.

Identifier les caractéristiques des politiques de demande permet une première approche de l'analyse keynésienne, privilégiant la régulation conjoncturelle via des politiques budgétaire et monétaire expansionnistes. La politique budgétaire est analysée en lien avec la politique de demande, comme une politique contracyclique qui repose sur des stabilisateurs automatiques. Ses limites (inefficacité de cette politique pour le courant monétariste, effets désincitatifs) sont également présentées. La politique budgétaire est à nouveau abordée dans le point 4.3 dans le cadre de la régulation conjoncturelle au sein de l'UEM. Y est aussi traitée la politique monétaire.

Identifier les caractéristiques des politiques d'offre suppose d'indiquer que celles-ci s'inscrivent dans une tradition libérale et dans une dimension structurelle. À partir de contextes didactisés, les étudiants sont amenés à repérer, tout d'abord, des politiques promouvant le désengagement de l'État (déréglementation) pour limiter les entraves au fonctionnement des marchés (biens et services, travail, capitaux), et d'autres visant à développer le potentiel productif en favorisant les facteurs de croissance endogène (soutien à l'investissement, dépenses d'infrastructures, de formation, de R&D).

Ces politiques sont plus spécifiquement développées dans le contexte de l'UEM (point 4.3, politiques de la concurrence, commerciale, fiscale et sociale) et de l'ouverture internationale (point 5.3, politique d'attractivité et de compétitivité).

Apprécier les enjeux d'une politique économique donnée nécessite de questionner la légitimité de l'intervention de l'État passant par la compréhension des différentes approches du rôle de l'État en opposant les approches interventionnistes aux approches libérales (école des choix publics, Hayek).

Analyser une décision de politique économique dans un contexte précis nécessite de mettre les étudiants en situation d'en évaluer l'efficacité, à partir de l'identification des objectifs recherchés, de ses résultats et notamment des effets pervers qu'elle est susceptible d'engendrer (inflation, déficit de la balance commerciale, déficit budgétaire...).

Ce point peut se prêter à différents travaux :

- recherche documentaire ponctuelle ou permanente sur les décisions récentes de politique économique pouvant donner lieu à une restitution orale (exposé, revue de presse, débat...),
- analyse de politiques économiques plus ou moins récentes (par exemple, politiques de stabilisation de la croissance lors des 30 Glorieuses, politique de désinflation compétitive des années 1970, politique de désendettement public actuelle...) à partir d'une grille d'analyse en reprenant les principales caractéristiques de ces politiques (contexte, objectifs, type de politique économique, outils, mécanismes attendus, effets).

4.3 Pourquoi et comment l'appartenance à l'Union Européenne influence-t-elle la conduite de la politique économique des pays membres ?

Sens et portée de l'étude :

La construction européenne est un processus graduel autour d'un projet aux dimensions politique, économique et sociale.

L'Union Européenne est devenue une puissance économique de premier plan et une zone d'intégration régionale, en suivant un processus d'élargissement et d'approfondissement, qui a conduit à redéfinir la répartition des compétences en matière de politique économique.

REFORMULATION SOUS FORME DE QUESTIONS PROBLÉMATISÉES :

Comment s'articule l'action publique entre les instances européennes et nationales ? Comment la conduite des politiques économiques est-elle organisée au sein de l'UE, de l'UEM ? Quel est le degré d'intégration des différentes politiques économiques ? Quelles sont les marges de manœuvre des États membres pour adapter la politique économique à leurs besoins spécifiques tout en respectant la nécessaire coordination de leurs actions au niveau communautaire ?

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les enjeux des principales phases d'élargissement et d'approfondissement de la communauté économique européenne (CEE) puis de l'Union Européenne (UE). - Illustrer les principes de proportionnalité et de subsidiarité. 	<ul style="list-style-type: none"> - Principales phases d'élargissement et d'approfondissement, poids économique de l'Union Européenne. - Principes de proportionnalité et de subsidiarité. - Régulation conjoncturelle au sein de l'Union économique et monétaire, UEM (objectifs et instruments) : politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE), encadrement des politiques budgétaires

<ul style="list-style-type: none"> - Caractériser l'organisation de la régulation conjoncturelle au sein de l'Union Economique et Monétaire. - Expliquer les mécanismes permettant d'atteindre les objectifs de la politique monétaire. - Analyser les difficultés posées par les divergences structurelles au sein de l'Union Européenne. 	<p>nationales.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Politiques structurelles de l'Union Européenne : budget de l'Union Européenne, degré inégal d'intégration des politiques de la concurrence, commerciale, fiscale et sociale.
---	---

ATTENDUS ET CADRAGE DES SAVOIRS ET PISTES D'EXPLOITATION PÉDAGOGIQUE.

Identifier les enjeux des principales phases d'élargissement et d'approfondissement de la CEE puis de l'UE Après avoir mobilisé les connaissances sur les étapes de la construction européenne déjà acquises par les étudiants dans le cadre de leur cursus de formation, on gagnera à prendre appui sur les nombreux défis auxquels l'UE est confrontée depuis la crise des subprimes. Parmi les phases d'élargissement, on soulignera notamment la spécificité de celle de 2004 en raison du nombre inédit de nouveaux membres à intégrer ainsi que les divergences structurelles existants entre ces derniers et les pays déjà membres. Le processus d'approfondissement pourrait être examiné de manière à mettre en évidence que l'UE est aujourd'hui la zone d'intégration régionale la plus aboutie au monde, par comparaison aux autres zones de libre-échange, aux autres expériences de marché commun et en reprenant la typologie de B. Balassa en lien avec le point 5.3.

Pour **illustrer les principes de proportionnalité et de subsidiarité**, on s'assurera que les étudiants identifient, à partir de cas concrets (exemple de directives), les enjeux de la régulation de l'exercice des compétences communautaires (intensité, nécessité de l'intervention communautaire).

Caractériser l'organisation de la régulation conjoncturelle au sein de l'Union économique et monétaire

La régulation conjoncturelle se caractérise par l'articulation entre une politique monétaire unique et des politiques budgétaires nationales encadrées au niveau européen de manière à assurer un minimum de coordination et d'éviter des divergences fragilisant l'UEM. Les différents dispositifs de surveillance et de coordination des politiques budgétaires sont à mettre en perspective en en présentant rapidement l'évolution suite à la crise la crise de la zone euro - du PSC (1997) au TSCG (2013). Cette évolution pose la question d'une réforme de la gouvernance de la zone.

À cet égard, et en lien avec le point 4.1 ainsi qu'avec la dernière compétence, on pourrait trouver des précisions fort stimulantes dans la Note n°29 du CAE, posant la question : « **Quelle union budgétaire pour la zone euro ?** »

À titre d'exemple à partir de courts entretiens avec A. Bénassy-Quéré dans le cadre de l'émission les Carnets de l'Economie, France Culture, de nombreux éléments utiles peuvent être mis en évidence comme le rappel des fonctions de l'État, la comparaison de la répartition des compétences entre instances supranationales et pouvoirs publics nationaux, la discussion autour de l'efficacité des règles de discipline budgétaire...

Expliquer les mécanismes permettant d'atteindre les objectifs de la politique monétaire suppose d'établir le lien entre les instruments mis en œuvre par la BCE et les objectifs qui lui ont été fixés. On pourra s'appuyer sur le point 3.2 à cet égard.

L'introduction de la question des divergences structurelles réalisée au début de ce point est aussi utile dans le cadre de **cette dernière compétence** visant à **analyser les difficultés** qu'elles posent au regard du processus d'intégration et dans la mesure où elles peuvent remettre en cause l'efficacité des politiques économiques menées au sein de l'UE. On insistera sur le fait que selon les domaines, l'intégration des politiques structurelles est très inégale entre des politiques communautaires (commerciale, concurrence) et des politiques de la compétence (exclusive ou partagée) d'États (politiques sociale, fiscale), avançant lentement vers une harmonisation.

Les étudiants pourraient exploiter une actualité souvent très riche sur cette question par le biais d'une revue de presse, ce qui permettrait aussi d'installer des réflexes de suivi d'actualité.

Les raisons des divergences structurelles seront explicitées avant d'en souligner les enjeux et notamment les risques liés à des formes de concurrence fiscale et sociale. On étayera la réflexion par l'examen rapide du budget (niveau et répartition) européen pour illustrer des domaines d'intervention privilégiés et évaluer les marges de manœuvre qu'il autorise.

Le site de la Commission européenne présente des ressources sur le budget de l'UE (notamment interactives) exploitables par les étudiants de diverses manières (analyse/recherche de documents, de statistiques...).

5. LA CROISSANCE : ORIGINES ET ENJEUX (60 heures)

PROBLÉMATISATION

Cette partie a pour objet de dégager les finalités de la croissance économique puis d'en identifier les déterminants en insistant sur le rôle du progrès technique. Le lien entre croissance et ouverture internationale sera ensuite l'occasion de partir de la caractérisation de la mondialisation actuelle pour analyser la situation extérieure d'un pays et expliquer ses choix de politique économique en la matière. Enfin les liens entre croissance et développement durable seront discutés ainsi que les effets des politiques environnementales.

5.1 Qu'est-ce que la croissance et pourquoi est-elle recherchée ?

Sens et portée de l'étude :

La croissance économique est présentée comme un objectif primordial duquel découle la capacité d'un pays à satisfaire les besoins des agents en produisant plus, en créant de la richesse et des emplois. En tant que source de richesse matérielle, elle peut contribuer au bien-être, mais n'est pas une condition suffisante au développement. Elle soulève en outre la question de sa soutenabilité dans le cadre d'un développement durable.

REFORMULATION SOUS FORME DE QUESTIONS PROBLÉMATISÉES :

Qu'est-ce que la croissance économique ? En quoi se distingue-t-elle de l'évolution de l'activité à court terme et du développement ? Quelles sont les différentes acceptions du développement ? Quel est le bien-fondé de la croissance et ses limites ?

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Différencier croissance économique, fluctuations de l'activité et développement. - Analyser le rôle de la croissance sur une économie. 	<ul style="list-style-type: none"> - Croissance économique, croissance potentielle et croissance effective. - Développement économique, développement humain (A. Sen), et développement durable. - Les finalités de la croissance. - Soutenabilité de la croissance.

ATTENDUS ET CADRAGE DES SAVOIRS, PISTES D'EXPLOITATION PÉDAGOGIQUE.

Les notions de croissance et développement ont été introduites sous l'angle des indicateurs au point 1.4.

Différencier croissance économique, fluctuations de l'activité et développement suppose de poser la différence à opérer :

- d'une part, du point de vue de l'horizon temporel entre la croissance (processus de long terme) et ses évolutions à plus court terme (fluctuations de l'activité). Ceci peut être fait à partir de la distinction entre croissance potentielle (croissance qu'un pays pourrait atteindre en cas de plein-emploi des facteurs de production) et effective.
- d'autre part, relativement à la dimension quantitative de la croissance et qualitative du développement.

Des références aux tendances de long terme et à des périodes ayant marqué l'histoire économique peuvent être opportunes : révolutions industrielles, Trente Glorieuses, période d'émergence de la Chine... ou bien des exemples actuels, afin d'ancrer ces notions dans la réalité économique.

La notion de développement humain pourra être appréhendée à partir de la définition d'A. Sen, retenue par le PNUD (source à privilégier) en référence à celle des capacités. La notion de développement durable sera simplement introduite puisqu'approfondie au point 5.3.

Analyser le rôle de la croissance sur une économie revient à interroger les finalités de la croissance, pour, d'une part, en reconnaître le lien avec l'offre de biens et services, la satisfaction des besoins des individus, la création de richesse, de revenus et d'emploi, et d'autre part, en questionner avec nuance les relations avec le développement dans ses différentes acceptions.

Se référer aux expériences de développement de différents pays permet d'ancrer ces problématiques : à cet égard, le processus de croissance chinois peut constituer un exemple actuel d'un processus de d'industrialisation et de développement connu.

On pourra, par exemple, trouver des informations par pays dans les publications du Monde (Bilan annuel), ainsi que sur les sites du FMI et de l'OCDE.

5.2 Qu'est-ce qui détermine le potentiel de croissance d'une économie ?

Sens et portée de l'étude :

Chercher à accroître la richesse d'un pays suppose d'identifier les déterminants de la croissance. L'augmentation de la quantité des facteurs de production peut être perçue comme une première source de croissance. Toutefois, elle apparaît limitée et l'on observe qu'une croissance existe dans des pays dont la quantité de facteurs n'augmente pas, grâce à l'amélioration de la productivité globale des facteurs liée au progrès technique.

REFORMULATION SOUS FORME DE QUESTIONS PROBLÉMATISÉES :

Quelles sont les sources de la croissance dans une perspective de long terme ? En quoi le progrès technique joue-t-il un rôle particulier dans le processus de croissance ?

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier et analyser les déterminants de la croissance. - Mettre en évidence le rôle du progrès technique dans la croissance. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le rôle des facteurs de production : capital, travail et ressources naturelles (Ricardo, Malthus, croissance endogène) - Le rôle du progrès technique (ou de la productivité globale des facteurs) dans le processus de croissance (Schumpeter, Aghion, Solow, Romer)

ATTENDUS ET CADRAGE DES SAVOIRS, PISTES D'EXPLOITATION PÉDAGOGIQUE.

Identifier et analyser les déterminants de la croissance s'appuient sur une compréhension du rôle des facteurs dans l'activité productive, d'un point de vue quantitatif (rôle de l'investissement notamment) et qualitatif (notion de productivité à définir). On évitera une approche structurée autour des théories, pour insister sur les mécanismes à l'œuvre, tout en s'appuyant sur des savoirs académiques reconnus (Solow, Carré-Dubois-Malinvaud, croissance endogène). L'approche des déterminants de la croissance (potentielle) peut être facilitée en posant la distinction entre croissance extensive et intensive, d'autant plus qu'elle peut trouver de nombreuses illustrations : révolutions industrielles, évolution du modèle de croissance chinois.

La contribution des ressources naturelles à la croissance, bien que moins couramment exposée que celle du travail et du capital, peut toutefois s'appréhender à partir d'un large panel de références, de notions ou d'exemples : Malthus, Ricardo, capital naturel, services rendus par les éco-systèmes (convention sur la biodiversité, ONU), biomimétisme (Ceebios)... On n'en fera nullement un exposé exhaustif, mais on pourra proposer une vision des ressources naturelles comme facteur limitant la croissance ou comme potentiel de croissance supplémentaire.

Mettre en évidence le rôle du progrès technique dans la croissance suppose la compréhension des mécanismes à l'œuvre à partir des savoirs académiques (Schumpeter, Aghion, croissance endogène...) mais aussi l'observation du rôle du progrès technique dans des situations concrètes.

De nombreuses illustrations concrètes peuvent contribuer à l'acquisition de ces deux compétences : données statistiques sur la contribution des facteurs à la croissance, référence aux révolutions industrielles et technologiques ou encore au processus de croissance des pays émergents (Chine, en particulier) sont bienvenues. On pourra aussi introduire un début de réflexion sur la capacité des NTIC à tirer la croissance comparativement à l'effet d'entraînement des précédentes révolutions industrielles.

Ce point pourrait, par exemple, donner lieu à un débat transversal autour de questions telles que « l'intervention de l'État est-elle justifiée pour favoriser l'investissement, le progrès technique ? ». Il reposerait sur un travail préparatoire de plusieurs séances amenant les étudiants à procéder à des recherches, travailler en groupe, mobiliser des connaissances théoriques et factuelles, en vue de construire une argumentation solide exposée lors du débat final.

5.3 Quelle est l'influence de l'ouverture internationale d'une économie sur sa croissance économique ?

Si les théories classiques du commerce international se fondent sur la défense du libre-échange, l'histoire économique montre que protectionnisme et libre échange ont toujours coexisté. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la plupart des nations ont souhaité encadrer le développement des échanges multilatéraux, tandis que des espaces économiques régionaux se sont constitués.

Aujourd'hui les échanges internationaux sont souvent perçus comme une opportunité de croissance économique. L'analyse de la balance des paiements permet notamment d'évaluer la compétitivité d'un pays, ses choix de spécialisation ainsi que son besoin ou sa capacité de financement à l'égard du reste du monde.

Pour attirer les capitaux internationaux, les États développent des politiques d'attractivité dont les conséquences peuvent être variables selon les outils utilisés (dumping social, fiscal, monétaire versus politiques de formation, de soutien à l'innovation, de financement d'infrastructures).

REFORMULATION SOUS FORME DE QUESTIONS PROBLÉMATISÉES :

Comment caractériser la mondialisation actuelle ? Quels gains attendre du libre échange ? Comment expliquer le maintien voire le développement de motivations protectionnistes ? Comment apprécier la situation extérieure d'un pays et ses conséquences sur la croissance ? Pourquoi et comment les pays mettent-ils en œuvre des politiques d'attractivité ?

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Distinguer internationalisation et mondialisation. - Caractériser les principaux flux d'échanges. - Expliquer le rôle des firmes multinationales et de la division internationale des processus de production dans la dynamique des échanges. - Justifier la défense du libre-échange et les motivations protectionnistes. - Identifier les différentes modalités du protectionnisme. - Identifier les principaux soldes de la balance des paiements d'une nation. - Analyser la situation extérieure d'un pays à partir d'indicateurs et en repérer les conséquences sur la croissance économique. - Expliquer les enjeux des politiques d'attractivité vis-à-vis de la croissance économique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Internationalisation, mondialisation. - Échanges internationaux : inter et intra branche, intrafirme, intrarégionaux. - Régulation du commerce mondial : organisation et principes. - Intégration économique régionale. - Investissement direct à l'étranger (IDE). - Firmes multinationales, division internationale des processus de production et chaînes de valeur mondiales. - Libre-échange : définition, principales théories (Ricardo, Heckscher-Ohlin-Samuelson, Lassudrie-Duchêne ou Linder, Krugman), conséquences. - Protectionnisme : définition, modalités, principales théories (List, Kaldor, Krugman, Amin), conséquences. - Balance des paiements. - Politique d'attractivité et de compétitivité.

ATTENDUS ET CADRAGE DES SAVOIRS, PISTES D'EXPLOITATION PÉDAGOGIQUE.

La distinction entre internationalisation et mondialisation peut s'appuyer sur celle opérée par C-A. Michalet et a pour but d'appréhender le caractère dynamique et évolutif des relations économiques internationales, basées d'un point de vue théorique sur le libre-échange et ses bienfaits sur la croissance économique et en matière de réduction des inégalités entre pays.

Caractériser les principaux flux d'échanges.

Cette dynamique des échanges concerne le volume, la nature des flux internationaux mais aussi les acteurs de la mondialisation : États (pays développés, en développement, émergents), zones d'intégration régionale, OMC, firmes multinationales. Cela permet de repérer l'évolution des flux et d'en caractériser les principaux aujourd'hui. La diversité des flux et les différentes formes de commerce sont présentées.

L'intégration régionale peut être illustrée par les nombreuses expériences menées dans le monde, en distinguant différents degrés d'intégration selon la typologie de B. Balassa.

Les statistiques de l'OMC peuvent être exploitées pour illustrer la croissance des accords commerciaux régionaux.

Expliquer le rôle des firmes multinationales et de la division internationale des processus de production dans la dynamique des échanges

À partir d'exemples concrets de stratégies d'entreprises, on pourra illustrer et expliquer l'impact des FMN sur la dynamique des échanges : croissance du volume des flux de biens, services, capitaux, division des processus productifs et fragmentation des chaînes de valeur, opportunité d'insertion de pays dans le commerce international

Justifier la défense du libre-échange et les motivations protectionnistes

On évitera une présentation purement théorique des savoirs associés à cette compétence en s'appuyant sur une actualité souvent riche en matière d'organisation du commerce extérieur, permettant ainsi de dégager les enjeux de

l'insertion dans le commerce international. Mesures protectionnistes, accords de libre-échange, décisions relatives à la régulation des relations commerciales dans le cadre de l'OMC... apparaissent comme des entrées à privilégier mais non exhaustives pour débattre du bien-fondé du libre-échange ou du protectionnisme dans un contexte précis, mais aussi des limites respectives de ces deux doctrines.

Une fois cette sensibilisation réalisée, les étudiants auront besoin de maîtriser les contenus factuels et théoriques présentés en savoirs associés pour être en mesure de construire une argumentation rigoureuse.

Identifier les différentes modalités du protectionnisme (barrières tarifaires, non-tarifaires) peut prendre appui sur ces mêmes exemples.

Identifier les principaux soldes de la balance des paiements d'une nation s'appuie sur l'examen simplifié de la balance de paiements en se focalisant sur les composantes des comptes des transactions courantes et financier.

Sur le site de la Banque de France, sont disponibles la balance des paiements mais également une vidéo exploitable pour en comprendre la construction, illustrer les différents types de flux qui transitent entre les pays et donc repérer les opérations économiques qui les sous-tendent.

Analyser la situation extérieure d'un pays à partir d'indicateurs et en repérer les conséquences sur la croissance économique

Cette analyse passe par l'examen du solde commercial et des échanges de services, mais aussi le taux de couverture, les termes de l'échange, les parts de marché. Cela permet notamment de mettre en lumière le niveau de compétitivité d'un pays, de repérer et d'évaluer les choix de spécialisation. L'illustration des notions de compétitivité coût/hors-coût, prix/hors-prix peut permettre de présenter quelques mesures relevant de la politique de compétitivité (exemples de mesures de politique industrielle), visant à améliorer les performances extérieures d'un pays et in fine la croissance économique.

Expliquer les enjeux des politiques d'attractivité vis-à-vis de la croissance économique

L'examen du compte financier et plus particulièrement des IDE de la balance des paiements introduit la question de l'attractivité et la présentation des politiques en la matière (infrastructures, éducation, politique industrielle, politique de change, politique fiscale, droit du travail...) et de leur contribution à la croissance.

Il s'agit ici de partir de la définition de l'attractivité (capacité à attirer les activités nouvelles et les facteurs de production mobiles - capitaux, travailleurs qualifiés - sur un territoire) et des différents outils utilisables pour expliquer les enjeux de ces politiques en termes de croissance économique et d'emplois.

Un suivi du tableau de bord de l'attractivité de la France (Business France) permet notamment d'obtenir des indicateurs pertinents et actualisés.

Les étudiants pourraient aussi procéder à une recherche documentaire visant à présenter les motivations des entreprises s'implantant en France ou à l'étranger.

5.4 Quel potentiel de croissance dans la perspective d'un développement durable ?

Sens et portée de l'étude :

La question de l'épuisement de la croissance et d'une croissance auto-entretenu permet de s'interroger sur la capacité des pays à offrir une quantité de biens sans cesse plus abondante, en interrogeant le rôle des différentes ressources (humaines, technologiques, naturelles) en la matière. Elle fait écho à la problématique de la soutenabilité de la croissance.

Sur le plan économique, les approches des ressources naturelles diffèrent : certaines considèrent que la préservation des ressources n'est pas une limite à la croissance, d'autres estiment qu'elle est incompatible avec la croissance. Se dégagent alors deux conceptions différentes de la soutenabilité, dites faible et forte, la première présentant le progrès technique comme la solution, tandis que la seconde promeut un changement de modèle de croissance.

REFORMULATION SOUS FORME DE QUESTIONS PROBLÉMATISÉES :

Quelles problématiques revêt le développement durable ? En quoi la problématique de la croissance soutenable passe-t-elle par de nouvelles logiques économiques au-delà des évolutions technologiques ?

Comment orienter les comportements des individus dans le sens d'un développement durable ?

Le développement durable est-il compatible avec la croissance économique ?

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Caractériser le développement durable dans ses trois dimensions - Analyser les effets attendus des mesures de politique environnementale sur les comportements des acteurs. - Analyser les opportunités et les limites du développement durable en termes de croissance économique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement durable : dimensions économiques, sociales et environnementales. - L'environnement, illustration de défaillances de marché (Coase, Pigou, Hardin, Olstrom). - Degré de soutenabilité de la croissance : faible (Stiglitz) ou forte. - Les instruments des politiques environnementales : fiscalité, droits à polluer, réglementation. - Apparition de logiques économiques différentes : économie circulaire, économie des fonctionnalités

ATTENDUS ET CADRAGE DES SAVOIRS, PISTES D'EXPLOITATION PÉDAGOGIQUE.

Caractériser le développement durable dans ses trois dimensions suppose d'insister sur le fait que le développement durable ne doit pas être restreint à sa dimension environnementale.

Analyser les effets attendus des mesures de politique environnementale sur les comportements des acteurs nécessite une réflexion préalable sur la perception de l'environnement, sa place dans le processus de décision individuelle, déterminant ensuite le comportement des individus.

Sans chercher l'exhaustivité ni procéder à un énoncé théorique, on pourra s'appuyer sur l'analyse économique des questions environnementales. Même s'il peut sembler que la question écologique a été occultée et redécouverte à l'occasion du rapport Meadows (1972), on peut observer une conscience précoce de la finitude des ressources naturelles chez un certain nombre d'auteurs (Malthus, Ricardo, Jevons).

Plus récemment a émergé la distinction entre une soutenabilité faible et forte, formalisant le débat sur le caractère substituable ou non d'un capital naturel qui s'épuise (Solow-Stiglitz). Ceci peut être illustré par les indicateurs envisagés au point 1.4. On pourra s'appuyer sur les connaissances relatives à l'objet de la science économique (point 1.1) et le fonctionnement du marché (point 2) pour analyser la question de l'allocation des ressources naturelles et les défaillances de marché.

À partir d'exemples de mesures de politique environnementale (fiscalité, réglementation, droits à polluer), les étudiants pourront par la suite en analyser les effets attendus, en identifiant les objectifs et la manière dont elles sont censées orienter les comportements des acteurs (incitation/dissuasion).

Analyser les opportunités et les limites du développement durable en termes de croissance économique revient à approfondir la réflexion entamée au point 5.1. Cette compétence prend également appui sur l'analyse économique des questions environnementales ainsi que sur l'apparition de logiques économiques différentes telles que l'économie circulaire ou l'économie des fonctionnalités. On en posera les grands principes de fonctionnement et en questionnera rapidement les enjeux en termes de croissance et d'emplois.

On trouvera des exemples illustrant les opportunités découlant du changement des pratiques des agents économiques. De nombreuses initiatives et changements à l'œuvre sont source d'opportunités (apparition de nouvelles activités et de nouveaux marchés - recyclage, énergie verte...-, réduction des charges des entreprises cherchant à économiser les ressources...). Ils sont à mettre en parallèle avec l'éventualité d'un ralentissement de la croissance et de la création d'emplois lié à la réduction de la consommation de ressources et de la production visant une croissance soutenable.

On pourra établir un lien avec les finalités et la soutenabilité de la croissance introduites au point 5.1 et par exemple, organiser des débats entre étudiants, conduisant in fine à l'expression d'arguments précis et rigoureux. Ce débat pourrait être initié avant et/ou après l'exposé des connaissances selon la démarche choisie.

6. LES DÉSÉQUILIBRES SOCIAUX : EXPLICATIONS ET ENJEUX (30 heures)

PROBLEMATISATION

Cette partie a pour objet d'abord de caractériser et d'expliquer l'origine des principaux déséquilibres sociaux (déséquilibres sur le marché du travail, risques sociaux et inégalités sociales), pour ensuite présenter les enjeux des politiques mises en œuvre pour lutter contre ces déséquilibres.

6.1- Comment expliquer les déséquilibres sur le marché du travail ?

Sens et portée de l'étude :

Le chômage apparaît comme un déséquilibre sur le marché du travail, mais n'est qu'une des formes de difficultés des individus face à l'emploi. Pour caractériser correctement la situation de l'emploi d'un pays, il est nécessaire de prendre en compte divers indicateurs, au-delà du taux de chômage.

Sur la base de ces indicateurs, l'examen du chômage et de son évolution dans différents pays montre que le chômage est un phénomène complexe dont les causes sont multiples, potentiellement cumulatives et ne se limitant pas au marché du travail.

REFORMULATION SOUS FORME DE QUESTIONS PROBLÉMATISÉES :

Comment disposer d'une image fidèle des difficultés des individus face à l'emploi dont le chômage n'est qu'une manifestation parmi d'autres ? Quels sont les mécanismes pouvant expliquer l'apparition du chômage et sa persistance dans le temps ? Le chômage n'est-il dû qu'à un dysfonctionnement sur le marché du travail ? Comment la situation sur le marché du travail est-elle tributaire des évolutions de l'environnement économique, technologique, démographique... ?

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Caractériser la situation du marché du travail à l'aide d'indicateurs variés. - Appréhender la diversité des situations des individus sur le marché du travail. - Comparer la situation de l'emploi dans différents pays en analysant des statistiques. - Analyser les causes structurelles et conjoncturelles du chômage, sur un marché donné. - Identifier les causes du dualisme et de la polarisation du marché du travail. - Analyser les conséquences de la révolution numérique sur l'emploi et les modalités de travail. 	<ul style="list-style-type: none"> - Chômage (BIT, Ministère du travail), halo du chômage, sous-emploi. - Taux de chômage, taux d'activité, taux d'emploi, comparaison entre pays. - Chômage conjoncturel/structurel. - Chômage classique/keynésien. - Segmentation et polarisation du marché du travail (Piore – Doeringer, Lindbeck – Snower). - Autres théories du marché du travail.

ATTENDUS ET CADRAGE DES SAVOIRS, PISTES D'EXPLOITATION PÉDAGOGIQUE.

S'appuyer sur différents indicateurs (taux d'activité, taux d'emploi, taux de chômage, DEFM) permet la définition du chômage et de sa mesure (au sens du BIT et de Pôle Emploi), mais également de construire progressivement et à l'aide d'exemples, une **vision riche et fine de la réalité des difficultés des individus face à l'emploi qui ne se limite pas au chômage** (halo, sous-emploi).

Outre les données statistiques fournies par les organismes institutionnels, des supports animés existent afin de découvrir ces indicateurs et les mettre en perspective.

À titre d'exemples, FranceTVEducation (Décod'Eco - Plein-emploi, chômage : lire à travers les chiffres) propose une animation comparant la situation des marchés du travail en France et aux États-Unis, mettant en lumière le sens et la portée de différents ratios, et Dessine-moi l'Eco propose une animation sur les différentes définitions et mesures du chômage, faisant ressortir le halo et le sous-emploi.

Le prospectus de l'INSEE « Pour comprendre la mesure du chômage » offre un support de communication attractif et des « quizz » pour tester la compréhension des définitions du chômage et halo du chômage.

Les problématiques soulevées par l'ensemble des compétences se prêtent à une **comparaison de la situation de l'emploi dans différents pays en analysant des statistiques** donc à l'acquisition de la troisième compétence.

La mise en exergue et l'analyse de la multiplicité des causes du chômage peuvent aussi s'appuyer sur des données retraçant l'évolution du chômage (en France, et/ou dans un autre pays) pour repérer les évolutions de la conjoncture expliquant l'augmentation du chômage (chômage conjoncturel, keynésien) mais aussi le maintien du chômage à un niveau élevé même en période favorable (multiples origines d'un chômage structurel dont chômage classique, frictionnel, « technologique »).

À cet égard, on adoptera une approche pluraliste de l'explication des rigidités du marché du travail : à l'approche néoclassique standard, on adjoindra l'analyse des rigidités dues aux comportements rationnels des acteurs face à un marché imparfait. Les entreprises, et pas uniquement les syndicats ou l'État, contribuent à ces rigidités essentiellement en raison d'une information imparfaite (théorie du salaire d'efficience).

Identifier les causes du dualisme et de la polarisation du marché du travail

La question de la segmentation du marché du travail se prête à une analyse des comportements des acteurs sur le marché du travail (travailleurs, entreprises, syndicats). La théorie insiders-outsiders décrypte certains mécanismes à l'œuvre.

On s'appuiera aussi sur des données statistiques relatives au degré de porosité entre les deux segments : taux de contrats flexibles à l'embauche, durée pour obtenir un emploi stable...

Parmi les différentes causes de la polarisation croissante du marché du travail, on retiendra le progrès technique et la mondialisation. S'accompagnant d'un creusement des inégalités sociales, cette question incite à s'intéresser à la qualité de l'emploi (croissance inclusive) et pas uniquement à la lutte contre le chômage.

France Stratégie, la DARES, l'Insee, l'OCDE publient régulièrement des travaux et des comparaisons internationales sur ce point.

Analyser les conséquences de la révolution numérique sur l'emploi et les modalités de travail est l'occasion de s'appuyer sur la période récente pour mener une réflexion nuancée sur la question centrale des effets quantitatifs et qualitatifs du progrès technique sur l'emploi (thèse du déversement d'A. Sauvy (1980) ; progrès technique biaisé ; Lettre à nos petits-enfants, Keynes (1930) réédité en 2017...). À cet égard, le suivi des travaux du Conseil national du numérique peut être bienvenu. Outre les mécanismes économiques à l'œuvre, on peut aussi poser quelques jalons pour comprendre les tenants du débat plus large autour de l'avenir du travail (partage ou non du travail, revenu de base).

6.2- Comment l'action publique peut-elle limiter les déséquilibres sur le marché du travail ?

Sens et portée de l'étude :

Les changements de grande ampleur que connaît le marché du travail en France, comme dans tous les pays industrialisés, justifient la mise en œuvre d'un ensemble de politiques visant à limiter, accompagner voire à compenser les nouvelles formes de déséquilibres qui affectent l'emploi. Les politiques visant à soutenir l'activité économique appartiennent à cet ensemble de mesures et visent plus précisément la lutte contre le chômage.

REFORMULATION SOUS FORME DE QUESTIONS PROBLÉMATISÉES :

Une fois le diagnostic établi sur l'origine des déséquilibres sur le marché du travail, quelles solutions apporter pour y remédier ? Quel est le panel de mesures à disposition des acteurs concernés pour lutter contre le chômage ? La lutte contre le chômage se réduit-elle à des mesures spécifiques au marché du travail ? Les mesures traditionnellement employées sont-elles suffisantes pour accompagner les transformations affectant le marché du travail ?

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les principales mesures prises dans le cadre des politiques de l'emploi au sein des pays de l'OCDE. - Distinguer les mesures dites passives et actives. - Comparer les effets attendus des différentes mesures des politiques de l'emploi et des politiques pour l'emploi. - Analyser les enjeux de la flexibilité sur le marché du travail, dans ses différentes formes. - Caractériser l'action des pouvoirs publics pour accompagner les transformations du marché du travail. 	<ul style="list-style-type: none"> - Politiques de l'emploi : mesures actives et passives. - Politiques pour l'emploi : impacts attendus du soutien à l'activité sur l'emploi. - Flexibilité du marché du travail : formes et enjeux.

ATTENDUS ET CADRAGE DES SAVOIRS, PISTES D'EXPLOITATION PÉDAGOGIQUE.

L'ensemble de ce point pourrait être abordé à partir de l'exploitation par les étudiants de statistiques internationales, qui pourrait déboucher sur la construction d'une synthèse (sous quelque forme que ce soit).

Les étudiants seraient ainsi conduits à **identifier les principales mesures prises dans le cadre des politiques de l'emploi au sein d'un nombre limité de pays de l'OCDE.**

Distinguer les mesures dites passives et actives affinerait la synthèse, ainsi que la qualification des mesures relevant de politiques de l'emploi et pour l'emploi.

Cela permettrait aussi d'introduire la réflexion à mener dans le cadre de la compétence 3, à savoir **comparer les effets attendus des différentes mesures des politiques de l'emploi** (définies comme « l'ensemble des interventions publiques sur le marché du travail, visant à en corriger les éventuels déséquilibres, et/ou à limiter les effets néfastes de ces derniers " » (Barbier - Gautié 1998)) **et des politiques pour l'emploi** (mesures macroéconomiques de lutte contre le chômage conjoncturel). Cette compétence suppose également d'établir un lien entre les causes du chômage (point 6.1) et ces différentes mesures pour présenter les mécanismes par lesquels telle mesure est susceptible de lutter contre telle forme de chômage.

Analyser les enjeux de la flexibilité sur le marché du travail dans ses différentes formes suppose au préalable de préciser les leviers de flexibilité interne/externe, quantitative/qualitative, et s'appuiera sur l'analyse des rigidités sur le marché du travail entreprise au point 6.1.

Associée aux compétences précédentes, cette dernière compétence introduit le débat sur la flexisécurité évoquant à la fois les raisons d'une moindre protection de l'emploi et celle d'une sécurisation des parcours professionnels. Cette question est au cœur des **préoccupations des pouvoirs publics** depuis les années 1990 afin d'**accompagner les transformations du marché du travail.**

Le suivi de l'actualité est tout-à-fait indiqué pour illustrer les nombreuses transformations liées à la « numérisation » ou « ubérisation » de l'économie. Elle amène les pouvoirs publics à adopter une approche par les parcours professionnels, à penser les droits sociaux et la protection de l'individu quel que soit son statut (salarié, indépendant) ou sa situation (emploi, inactivité, chômage).

On actualisera les savoirs associés à cette compétence en fonction des évolutions et des enjeux à venir.

6.3- Quelles politiques de redistribution face aux risques sociaux et aux inégalités sociales ?

Sens et portée de l'étude :

Les inégalités sont de nature multiple et présentent un caractère cumulatif. La légitimité de la lutte contre les inégalités est un sujet encore débattu parmi les économistes. Le consensus selon lequel les inégalités seraient facteur d'efficacité et de croissance est remis en question, depuis la crise des subprimes notamment, à la faveur d'analyses pointant les effets contre-productifs des inégalités.

Face aux inégalités, aux risques sociaux et à l'exclusion, les pouvoirs publics peuvent engager des politiques de redistribution, basées sur la fourniture de services publics, une fiscalité redistributive et des institutions de solidarité comme la Sécurité Sociale. L'État social (État-providence) est devenu la forme institutionnelle caractéristique des sociétés avancées, présentant des formes différentes selon les pays.

REFORMULATION SOUS FORME DE QUESTIONS PROBLÉMATISÉES :

Quelle est l'origine des inégalités et à quels risques nécessitant une prise en compte collective les individus sont-ils soumis ? Comment rendre compte du degré d'inégalité et de pauvreté au sein d'une population ? Pourquoi lutter contre les inégalités ? Quelles sont les différentes approches de la lutte contre les inégalités adoptées dans différents pays ?

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les différentes formes d'inégalités et les principaux risques sociaux. - Analyser les enjeux de la lutte contre les inégalités et de la couverture des risques sociaux. - Caractériser les différents instruments des politiques de redistribution. - Analyser l'évolution des principales dépenses et recettes des politiques contemporaines de redistribution. 	<ul style="list-style-type: none"> - Inégalités sociales : formes, origines et mesure (Piketty). - Pauvreté : définitions et mesures. - Justification économique des inégalités et remise en cause de l'efficacité des inégalités. - Redistribution : objectifs, formes, instruments. - Les modèles de protection sociale. - Le financement des politiques de redistribution.

ATTENDUS ET CADRAGE DES SAVOIRS, PISTES D'EXPLOITATION PÉDAGOGIQUE.

Même si l'approche privilégie l'analyse des inégalités dans les pays développés, une référence rapide aux inégalités mondiales en lien avec le point 5.4 n'est pas à exclure.

L'identification des **différentes formes des inégalités** - inégalités de richesse (revenus et patrimoine), inégalités d'accès à la santé, à l'éducation, inégalités territoriales, inégalités de genre, inégalités écologiques... - n'a pas pour objectif l'exhaustivité mais plutôt d'en souligner la pluralité et ainsi de mettre en lumière leur caractère cumulatif.

Envisager les inégalités comme un processus qui peut s'auto-entretenir permet d'introduire les enjeux de la lutte contre celles-ci en lien avec la compétence 2.

La présentation des **principaux risques sociaux** (maladie, vieillesse, famille, chômage) est l'occasion d'établir leur spécificité relativement aux risques individuels mais aussi d'adopter une perspective dynamique, en soulignant que la nature des risques évolue en fonction des évolutions démographiques, sociales, économiques (risques exclusion, dépendance...)

Cette compétence suppose l'étude de données chiffrées donc d'indicateurs d'inégalités monétaires (classement des ménages par déciles, rapports interdéciles, coefficient de Gini...), d'inégalités non monétaires (espérance de vie, niveau de qualification...) et des taux et seuils de pauvreté.

Cette présentation plurielle s'enrichit de celle de la pauvreté dans ses différentes acceptions (monétaire (relative/absolue) et en conditions de vie).

À titre d'exemple, l'INSEE propose une vidéo (La mesure de la pauvreté en questions) distinguant ces différentes notions et pouvant donner lieu à des exploitations variées.

Analyser les enjeux de la lutte contre les inégalités et de la couverture des risques sociaux

Il serait possible d'introduire cette compétence par un rapide débat ou sondage auprès des étudiants sur la légitimité de la lutte contre les inégalités, les menant à évaluer la complexité de la question. On pourra orienter le débat de manière à faire ressortir que la légitimité de la lutte contre les inégalités diffère selon la nature de celles-ci (certaines inégalités de revenu expliquées par le niveau de qualification peuvent apparaître justifiées, contrairement aux inégalités de genre), en lien avec la compétence précédente.

En outre, cela initierait une réflexion sur les différentes positions quant à la légitimité et l'efficacité de la lutte contre les inégalités :

- approches apportant une justification économique à l'existence des inégalités ou des critiques des politiques de redistribution : théorie du « ruissellement », « trade-off » d'A. Okun, F.A. Hayek, R. Nozick
- critiques des politiques de redistribution en termes d'efficacité (trappe à pauvreté, financement),
- travaux empiriques démontrant l'inefficacité économique des inégalités : J. Stiglitz, A. Atkinson...

On n'attendra pas des étudiants qu'ils connaissent l'ensemble de ces références.

Ces débats prendront d'autant plus de sens qu'ils s'appuieront sur une étude empirique de l'évolution des inégalités (T. Piketty, A. Atkinson, OCDE, FMI, Observatoire des inégalités, Rapport sur les inégalités mondiales...), nécessitant à nouveau la maîtrise des indicateurs ad hoc.

Cette analyse invite à l'exploitation des indicateurs étudiés avant et après redistribution, mais aussi à établir des comparaisons spatio-temporelles.

Caractériser les différents instruments des politiques de redistribution suppose d'établir la différence entre les instruments de redistribution verticale (fiscalité) et horizontale (protection sociale) et d'en spécifier les objectifs respectifs. On inclura la fourniture de services publics dans les instruments de redistribution.

Analyser l'évolution des principales dépenses et recettes des politiques contemporaines de redistribution peut permettre de dégager plusieurs éléments donnant du sens à l'exploitation des données statistiques sur ce point : mesures prises dans le cadre de la redistribution, différents modèles de protection sociale problématiques liées au financement de la protection sociale.

Les sites de la Sécurité sociale, de la DREES présentent des données et analyses exploitables.

On pourra mettre en perspective la présentation des modèles et du financement de la protection sociale à partir de comparaisons internationales.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- J-D. Lafay, J. Stiglitz, C.E Walsh, **Principes d'économie moderne**, J-D. Lafay, J. Stiglitz, C.E Walsh, De Boeck, 2014
 G N Mankiw, M P Taylor, **Principes de l'économie**, De Boeck, 2015
 O. Blanchard, D. Cohen, **Macroéconomie**, éd. Pearson
 CEPII, **L'économie mondiale**, coll. Repères, éd. La Découverte
 OFCE, **L'économie française**, coll. Repères, éd. La Découverte
 Collection Repères, éd. La Documentation française sur chaque thématique du référentiel : chômage et nouvelles théories du marché du travail, nouvelles théories de la croissance, monnaie, finance, ...
Le chômage, Jérôme Gautié, coll. Repères, éd. La Découverte, 2015.
Chômage : nécessité ou fatalité ?, P. Cahuc, A. Zylberberg, éd. Flammarion, 2004
 M. Musolino, **Fluctuations et crises économiques**, éd. Ellipses, 2011.
Géopolitique du développement durable, Rapport Antheios, coll. Major, éd. PUF, 2005.
 J-P. Fitoussi, E. Laurent, **La nouvelle écologie politique**, Economie et développement humain, coll. La république des idées, éd. Seuil, 2008.
 D. Cohen, **La Mondialisation et ses ennemis**, éd. Hachette, 2004
 C-A. Michalet, **Qu'est-ce que la mondialisation ?**, éd. La Découverte
 C. Landais, T. Piketty, E. Saez, **La révolution fiscale**, coll. La République des Idées, éd. du Seuil, 2011.
 T. Piketty, **Le capital au XXIème siècle**, éd. Seuil, 2011.
 T. Piketty, **L'économie des inégalités**, coll. Repères, éd. La Découverte, 2015.
- A. Beitone, **Dictionnaire de science économique**, éd. A. Colin, 2016.

- Sites institutionnels français : INSEE, Banque de France, Sécurité sociale, Ministère du travail, DREES, DARES, Ministère de l'économie, CEPII, OFCE, vie publique, la finance pour tous, Observatoire des inégalités...

- Sites institutionnels internationaux : OCDE, OMC, Banque Mondiale, Eurostat, Commission européenne, ONU...

Vidéos

- <http://ses.webclass.fr/base-donnees-extraits-journaux-televises-france-2-utilisables-en-cours>
<http://dessinemoileco.com/videos/>
 francetveducation
 archives de l'INA en ligne
 vidéos de l'INSEE
 vidéos de la Banque de France : Cit'éco et ABC de l'économie

Lettres

CEPII, CAE, Trésor éco, France Stratégie...

Cahiers Français